

Communiqué de presse intersyndical  
13 juin 2024

## **Face à l'extrême droite, il faut un sursaut démocratique et social.**

Le pays est dans une situation historique inquiétante suite aux résultats des élections européennes et à la dissolution de l'Assemblée Nationale.

La CGT Educ Pop, la FNPOS CGT et l'union syndicale Solidaires, de part leurs histoires et convictions, souhaitent qu'une alternative puisse être portée face au gouvernement d'Emmanuel Macron et au danger du projet raciste, xénophobe, antiféministe, de l'extrême droite du couple Bardella-Le Pen et leurs soutiens !

Notre démocratie est en danger ! Ne nous laissons pas faire : Ni recul social, ni banalisation du racisme et de la xénophobie !

Nos structures d'Éducation Populaire, déjà malmenées par les politiques gouvernementales, sont dans le viseur direct des politiques d'extrême droite. L'exemple des mairies d'extrême droite est à ce titre criant puisque leur arrivée signe la fermeture de structures, la baisse des subventions et le clientélisme. Si le RN arrive au pouvoir, c'est un gigantesque plan social dans les structures d'animation et d'éducation populaire et la caporalisation encore plus grande des associations comme condition de survie qui sera à l'ordre du jour.

Aussi, il nous faut rappeler que les élu-es d'extrême droite votent contre les lois protégeant les femmes, les personnes LGBTQIA+ et les droits des enfants, qu'ils votent contre l'IVG, qu'ils votent contre les protections sociales des salarié-es, qu'ils votent contre l'augmentation des salaires, qu'ils votent contre les actions de protection de l'environnement et qu'ils appellent à des politiques de répression, des politiques de criminalisation des personnes migrantes, des politiques de stigmatisation des personnes vivant dans les quartiers populaires.

La branche de l'animation doit aussi prendre sa part de responsabilité vis-à-vis de cette situation, puisque nous sommes une branche particulièrement marquée par la précarité, des bas salaires, des temps partiels subis, les contrats dérogatoires au code du travail comme le Contrat d'Engagement Éducatif... Les résultats des élections sont particulièrement criants à cet égard puisque 41% des personnes qui doivent se restreindre en fin de mois ont voté pour le RN (contre 27% des personnes dont ce n'est pas le cas) ainsi que 52% des ouvrier-es et 41% des employé-es ayant voté. Ces votes traduisent un profond malaise social qu'il nous faut entendre et contre lequel il faut continuer de lutter y compris dans notre branche.

Nous, organisations syndicales, appelons à rejoindre les cortèges et à manifester largement et partout dès ce week-end contre l'extrême droite et pour des mesures sociales d'urgences.

Il y a urgence à affronter l'ennemi commun qu'est le FN-RN, et de lui opposer un projet social et écologique. Un front unitaire large, populaire et progressiste est nécessaire pour garantir un avenir désirable aux travailleurs et travailleuses. L'unité syndicale est aussi nécessaire pour porter haut et fort la voix du monde du travail.

Les travailleurs et travailleuses doivent se préparer à toutes les éventualités pour défendre leurs droits : s'organiser face à l'éventualité du pire si l'extrême-droite parvient malgré tout au pouvoir, poursuivre la lutte face à une éventuelle majorité Macroniste, et ne pas délivrer un chèque en blanc en cas de victoire de la gauche, en luttant pour s'assurer que les promesses de progrès social ne soient pas vaines et aller plus loin.